

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 27 juin 2022

Aux USA, les intégristes de la Cour suprême contre le droit des femmes

Vendredi dernier, les juges de la Cour suprême des États-Unis ont supprimé l'arrêt, datant de 1973, qui garantissait le droit à l'avortement dans l'ensemble du pays. La remise en cause des droits des femmes à disposer de leur corps, à choisir, droit acquis après de nombreuses luttes, n'est malheureusement pas une nouveauté (la Pologne l'an dernier, par exemple). Mais que ce soit au tour du pays le plus puissant et soi-disant le plus moderne de la planète, est un signal dangereux pour les femmes du monde entier, et particulièrement pour les femmes des classes populaires.

Six juges et de gros lobbies derrière eux

Cette abolition du droit à l'avortement, décidé à six contre trois, par les juges de la Cour suprême, saluée comme « *la volonté de Dieu* » par Donald Trump, n'est pas seulement le fait de ces juges réactionnaires : sur les 50 États des USA, treize avaient déjà préparé leurs lois d'interdiction, n'attendant que le décret de la Cour suprême pour les appliquer. D'autres pourraient suivre. Le Texas avait même pris les devants, en septembre 2021, avec sa loi dite du « battement de cœur » qui interdit l'avortement après six semaines de grossesse, un délai qui signifie l'impossibilité dans la plupart des cas.

Quant à la Cour suprême, elle avait, la veille même, le jeudi, autorisé le port d'arme dans la rue à New York pour satisfaire le puissant lobby des armes, malgré les récents massacres dans des écoles aux USA. Sacrés défenseurs du « droit à la vie » !

Les femmes pauvres premières victimes

Passons sur l'hypocrisie d'Apple ou de la banque Morgan qui ont annoncé qu'elles financeraient les trajets de leurs salariées qui auraient besoin d'aller dans un autre État pour avorter. Est-ce pour paraître plus libérales ? Ou plutôt parce qu'une enquête aurait calculé que l'interdiction de l'avortement coûterait plus de 105 millions de dollars à l'économie américaine par an, en raison des complications liées aux avortements illégaux et aux soins qu'ils entraînent, quand ce ne sont pas des décès ? Ce sont comme toujours les femmes des classes populaires qui subissent les conséquences les plus dures de ces attaques, celles qui ont les plus bas salaires ou sont non-salariées, les plus précaires.

L'hypocrisie des gouvernants démocrates

Biden s'indigne, mais se dit impuissant, pour ne gêner personne. Sa seule solution : faire du problème

du droit à l'avortement l'un des arguments de campagne des démocrates aux prochaines élections parlementaires de mi-mandat, après avoir appelé au calme les protestataires. Heureusement, il n'a pas été écouté et les protestations se sont multipliées.

En France, l'ensemble du monde politique cherche à se donner le beau rôle en annonçant une potentielle inscription du droit à l'avortement dans la Constitution, comme si ça garantissait quoi que ce soit. Mais les mêmes, Macron en tête, détruisent l'hôpital public, stoppent les subventions au planning familial par leurs plans d'économie, rendant, non par la loi mais par les faits, l'avortement extrêmement compliqué pour bien des femmes ! Ce n'est pas la Cour suprême, mais c'est la Cour des comptes qui, trouvant la santé trop coûteuse, dicte ses lois.

Combattre reculs et idées réactionnaires

Ici comme aux USA, les plus réactionnaires sont à l'offensive, et dans les commandos anti-avortement, anti-immigration, xénophobes et racistes on retrouve souvent les mêmes. Quand en 2019 les subventions de l'État au planning familial du Rhône ont été réduites de 43 438 euros (soit 30 %) ce sont les élus du RN qui ont applaudi vigoureusement. Les mêmes déblatèrent sur *CNews*, la chaîne de Bolloré, qui diffusait un film anti-IVG l'an dernier.

Contre tous ces promoteurs d'idées rétrogrades, contre la régression sociale, nous ne pouvons que nous sentir renforcés par les milliers de manifestantes et manifestants qui ont déferlé ce week-end à Washington et dans de nombreuses villes des USA pour protester contre la décision de la Cour suprême. Et rappelons-nous que, ces dernières années, ce sont les manifestations de masse et la lutte des femmes qui ont arraché le droit à l'avortement, en Argentine ou en Irlande.

Tripatouillage pour ne pas nous payer

La direction prévoit un accord d'intéressement pour les 3 prochaines années. Au lieu de calculer le montant sur les résultats mondiaux ce sera notamment sur les résultats européens : une petite astuce pour limiter encore les montants. Ce dont a besoin ce n'est pas de cette prime volatile, on veut du ferme, une augmentation de salaire mensuelle : 400 € en plus par mois.

Covid : sauver la prod avant tout

La direction prétend vouloir limiter la propagation du Covid à l'usine. Déjà 44 cas recensés. Son objectif est surtout de ne pas perturber la production. Faire la morale c'est facile, ça lui coûte rien, mais laisser le temps aux salariés de se protéger ou augmenter les nettoyages, c'est une toute autre histoire.

Pas de thermomètre... quand il y a du retard de prod

Alors que le plan chaleur avait été déclenché par la direction, dans certains secteurs il y a eu de la production pendant la pause (GJP), ce qui n'est pas autorisé. Ce plan chaleur est encore plus ridicule : déclenchement en fonction de la température à la rotonde et non de celle des ateliers, pas de ralentissement de chaîne, peu de ventilos, pas de climatisation... Pour travailler correctement, il faut qu'on leur montre que, dans les ateliers, c'est la température sociale qui monte.

Enfin une douche qui fonctionne

Vendredi après-midi, les fortes pluies ont encore transformé des parties entières de l'usine en piscine. Le bureau d'une responsable RH de la Peinture s'est fait inonder. Est-ce que ça la réveillera pour s'occuper des conditions de travail... peu probable.

Le numéro vert n'est pas mûr

Mercredi, il y a avait le numéro vert annoncé par la direction pour 9h. Il a fallu attendre 10h pour avoir un message. On devrait faire pareil : ne pas se presser... et commencer avec une heure de retard.

Soirée musicale au pénitencier

Mardi en fin d'après-midi, au Montage, la production s'est arrêtée pendant des heures. La direction a proposé de quitter les chaînes, mais pour aller à la Fête de la Musique organisée... à l'usine. Interdiction de partir : les portes du pénitencier... restent fermées !

Désordre capitaliste

À cause d'un manque de puces électroniques, il y a plus de 3 semaines de chômage à PSA Sochaux, 8 jours encore à PSA Rennes. À PSA Poissy, le chômage impacte maintenant les secteurs bacs batteries à cause de la baisse de la production de voiture électriques à PSA Trnava. Et après on osera nous demander de faire des samedis matin et dimanches soir.

Toute cette désorganisation met en lumière l'incapacité des capitalistes à gérer la production et l'économie. Ce n'est pas à nous d'en faire les frais : exigeons que le chômage soit payé à 100 % !

PSA Douvrin : encore un mensonge

En mai 2021, la direction de PSA avait promis un nouveau moteur EB GEN3 pour l'usine de PSA Douvrin près de Lille. Les élections législatives passées, elle annonce qu'il n'y en aura pas. L'usine fermera définitivement pour fin 2024, après arrosage d'argent public sans contrepartie (1 milliard de l'État, 80 millions de la Région). Les 1 500 ouvriers de Douvrin ne peuvent compter que sur leur force collective pour obliger PSA à maintenir leurs emplois et leurs salaires.

Serbie : être viré de l'entreprise ou viré de chez soi

Mercredi 300 travailleurs de l'usine Stellantis-Fiat de Serbie ont bloqué la principale autoroute menant à Belgrade. Tavares veut fermer temporairement leur usine pour 2 ans sous prétexte de passage à l'électrique. Un chantage aux 2 000 salariés de l'usine : se faire licencier pour presque rien ou partir travailler en Slovaquie, Pologne, Italie ou Allemagne pour 2 ans à leur frais et sans garanties pour l'avenir.

Les travailleurs protestent contre ce plan de licenciement et dénoncent le gouvernement serbe qui a accordé 48 millions de subventions aux actionnaires de Stellantis. Ce type de fermeture temporaire peut nous tomber dessus ici aussi, en France et dans d'autres pays : Stellantis fait une expérimentation. Espérons que la révolte se propage !

Lear Jarny : encore une victoire sur les salaires !

La centaine de travailleurs de l'usine de sièges automobiles Lear de Jarny, en Meurthe-et-Moselle, s'est mise en grève le 7 juin. Ils produisent pour Renault Sovab près de Metz qui a dû fermer le 8 à cause de la grève. Ils réclamaient 100 € nets, le 9 juin les travailleurs ont obtenu les 100 € exigés (70 € d'augmentation + 30 € par mois de prime).

Avec les manques de pièces et de semi-conducteurs, les patrons ne pouvaient pas risquer de manquer de sièges. Les ouvriers ont fait reculer Lear et Renault par la grève : nous aussi, nous pourrions faire plier PSA.

L'hôpital est malade à Poissy

Les urgences de l'hôpital de Poissy Saint-Germain ont été fermées dimanche et lundi. La raison : l'absence pour maladie d'une bonne partie du personnel qui n'a pas été remplacé. La situation était catastrophique depuis des semaines pour cause de sous-effectifs récurrents, une partie du personnel est en burn-out. Ce n'est pas le premier service d'urgences qui ferme momentanément ses portes en région parisienne : c'était déjà le cas à l'hôpital d'Aulnay en mai.

La directrice de l'ARS (Agence Régionale de Santé) des Yvelines promettait de « gérer » la prise en charge des cas graves, elle a dû faire fermer les urgences. Est-ce qu'elle espérait réellement faire fonctionner le service sans le personnel ?